

Journée francilienne de la domiciliation

# UNE ADRESSE POUR EXISTER

## Faire de la domiciliation un service public efficient

Mercredi 10 octobre

FIAP Jean Monnet, 30 rue Cabanis, Paris 14e

13:30

### ACCUEIL CAFÉ

14:00

#### Introduction

- ▲ Mot de bienvenue  
**Manon FILLONNEAU**, déléguée générale, CNDH Romeurope
- ▲ Mot d'accueil  
Mairie de Paris
- ▲ État des lieux de la domiciliation en Ile-de-France : quels constats des associations et quels impacts sur les personnes ?  
**Djamel CHERIDI**, administrateur, Fédération des acteurs de la solidarité IdF
- ▲ Quelle action gouvernementale et parlementaire en matière de domiciliation ?  
**Danièle OBONO**, députée de Paris

14:45

#### 1<sup>ère</sup> table ronde

##### L'accès à la domiciliation, un droit fondamental

- La domiciliation comme outil de reconnaissance sociale de la personne dans la cité
  - Accompagner malgré l'absence de domiciliation, à quelles difficultés les associations font-elles face ?
  - Quelles solutions déployer face aux refus d'accès à ce droit ?
  - Comment les communes se mobilisent-elles pour offrir une domiciliation aux personnes en demande ?
  - Comment l'État peut-il limiter les inégalités territoriales dans ce domaine ?
- **Sébastien FRUTIEAUX**, président de Dignité
  - **Nora FALLET** et **Salia HAMZEHLUYAN**, Médecins du Monde
  - **Béatrice PILLOT**, responsable du pôle social, CCAS de Saint-Denis
  - **Asiffe AHAMEDALLY**, Chef du service hébergement et accès au logement à la Drihl, Unité départementale 92

Temps d'échange

16:00

#### 2<sup>e</sup> table ronde

##### Comment permettre à tou.te.s, grâce à la domiciliation, de faire valoir leurs autres droits ?

- Quelles difficultés rencontrent les personnes ayant une domiciliation administrative pour faire valoir leurs droits (santé, etc.) ?
  - Quelles actions et recours en Justice engager contre le refus d'accéder à ces droits ?
  - Quelles démarches des organismes publics et privés (administrations, banques,...) pour favoriser l'accès aux droits des personnes domiciliées ?
- Une personne concernée (sous réserve)
  - **Alice BOUGUENOT**, directrice adjointe du CEDRE, Secours Catholique Caritas France (Paris)
  - **Anne DU QUELLENNEC**, cheffe du pôle « Droits fondamentaux des étrangers » du Défenseur des Droits

Temps d'échange

17:15

#### Perspectives régionales

- ▲ Quels engagements de l'État en Ile-de-France, quelles réponses apportées aux difficultés des personnes et des associations ?  
**Marie-Françoise LAVIEVILLE**, directrice adjointe, DRIHL

17:30

#### Conclusion

##### Présentation du positionnement et des propositions inter-associatifs

- ▲ **David HEDRICH**, coordinateur, Dom'Asile